

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2010

4 OCTOBRE 2010

**Proposition de loi instaurant un rapport
fédéral d'incidence sur les familles**
(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 1^{er} octobre 2007 (doc. Sénat, n^o 4-226/1 - SE 2007).

1. Pour une politique favorable aux familles

Plus de quinze ans après l'Année internationale de la famille (ONU, 1994), le CD&V souhaite toujours être le parti de toutes les familles. Le CD&V défend un programme familial de soutien à toutes les familles, qu'elles aient des enfants ou non, qui consiste à offrir aux gens la possibilité d'avoir un foyer, quelle que soit la forme de leur famille ou la phase de développement de celle-ci.

Le CD&V défend une société où les familles se sentent bien. C'est une société qui offre aux membres de la famille toutes les chances d'un développement harmonieux. La durabilité de la vie de famille est une condition importante du bien-être des enfants et des adultes. Le CD&V entend soutenir toutes les personnes hommes, femmes, enfants et personnes âgées qui souhaitent prendre soin les uns des autres et qui optent pour un lien durable.

Il va de soi qu'il appartient au monde politique non pas d'organiser ou de réglementer la vie de famille, mais de créer les conditions d'une vie de famille de qualité. Ces conditions concernent des aspects matériels, mais aussi des aspects éthiques et immatériels. Il est évident qu'une politique familiale doit également se préoccuper des familles fragiles et des familles défavorisées.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2010

4 OKTOBER 2010

**Wetsvoorstel houdende instelling van
een federale gezinseffectrapportage**
(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 1 oktober 2007 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-226/1 - BZ 2007).

1. Voor een gezinsvriendelijk beleid

Meer dan vijftien jaar na het VN-internationaal jaar van het gezin (1994) wil CD&V nog steeds de partij zijn van alle gezinnen. CD&V staat voor een gezinsplan waarin gezinnen, met of zonder kinderen, steun vinden. Het komt erop aan mensen in alle gezinsvormen en gezinsfasen kansen te bieden om van een « thuis » te genieten.

CD&V komt op voor een « wel-gezin-de » samenleving. Dit is een samenleving die gezinsleden alle kansen biedt voor een harmonieuze ontplooiing. De duurzaamheid van het gezinsleven is een belangrijke voorwaarde voor het welzijn van kinderen en volwassenen. CD&V wil alle mannen, vrouwen, kinderen en ouderen ondersteunen die zorg willen opnemen voor elkaar en kiezen voor een duurzame band.

Vanzelfsprekend is het niet de opdracht van het beleid om het gezinsleven te organiseren of te reglementeren, wel om de voorwaarden te scheppen waarbinnen een kwaliteitsvol gezinsleven mogelijk wordt. Die voorwaarden slaan op materiële aspecten, maar hebben evenzeer te maken met ethische en immateriële facetten. Vanzelfsprekend moet een gezinsbeleid ook voortdurend aandacht besteden aan kwetsbare gezinnen of gezinnen met minder kansen.

Pour pouvoir mener pareille politique, il faut adopter une série de mesures structurelles et institutionnelles, dont une, et ce n'est pas la moindre, qui consiste à instaurer l'obligation légale de procéder à une évaluation de l'incidence sur les familles des mesures que prennent les responsables politiques.

2. Rapport d'incidence sur les familles

La politique familiale s'inscrit dans le champ d'action de chaque secteur politique. Il n'est pas courant que les responsables politiques se préoccupent spontanément et régulièrement de l'incidence que pourraient avoir sur les familles des mesures qu'ils souhaitent prendre. Pourtant, on ne peut mener une politique favorable aux familles qu'en tenant compte effectivement et systématiquement de celles-ci dans la vie politique.

On peut instaurer à cette fin l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence desdites mesures sur les familles et faire de cette évaluation un élément constant du processus politique.

Cette évaluation doit permettre de déterminer l'incidence que ces mesures auraient sur le bien-être et sur la prospérité des familles et, partant, de mesurer l'influence qu'elles pourraient avoir sur les perspectives d'épanouissement de celles-ci. Elle doit permettre aussi de prendre, le cas échéant, des mesures correctives.

L'incidence de la politique apparaîtra évidemment le plus clairement à la lumière de la capacité financière des familles.

Il faut veiller à ce que l'évaluation de l'incidence des mesures sur les familles ne soit pas limitée à cet aspect des choses et embrasse dès lors les aspects les plus divers de la vie de famille. Il faut également examiner quelle pourrait être l'incidence des mesures dans les domaines où l'action politique n'a apparemment qu'une influence indirecte sur les familles.

Le contrôle matériel qu'implique l'évaluation de l'incidence des mesures sur les familles doit être exercé de préférence par une instance autonome et indépendante des autorités. Il y a lieu de lui donner un fondement scientifique et d'y associer l'organisation familiale.

3. Soutien social

Le soutien dont jouit l'idée d'instaurer une obligation légale d'évaluer l'incidence sur les familles des mesures que prennent les responsables politiques ne fait que croître au sein de la société, comme cela a déjà été le cas en Flandre pour ce qui est du rapport d'incidence sur les enfants et de l'étude d'impact sur l'émancipation.

Om dergelijk gezinsbeleid te kunnen voeren zijn een aantal structurele en institutionele maatregelen noodzakelijk, niet in het minst het invoeren van een wettelijk verplichte gezinseffectrapportage.

2. Gezinseffectrapportering

Het gezinsbeleid is een dimensie van elk beleidsdomein. Het is niet evident dat beleidsverantwoordelijken spontaan en regelmatig stilstaan bij het effect van geplande maatregelen op de gezinnen. Nochtans vergt een gezinsvriendelijk beleid dat er binnen elk beleidsgebeuren werkelijke, systematische aandacht voor gezinnen zou bestaan.

Dat kan door het gezinseffectrapport (GER) in te voeren als een vast en verplicht onderdeel van het beleidsproces.

In dit GER moet de weerslag van de maatregelen op de welvaart en het welzijn van de gezinnen waarneembaar worden gemaakt. Zo zal men zicht krijgen op de effecten van maatregelen op de ontplooiingskansen van gezinnen. Eventueel corrigerende maatregelen moeten daar dan uit voortvloeien.

De effecten van het beleid zullen uiteraard het best meetbaar zijn op het gebied van de financiële draagkracht van gezinnen.

Er moet naar gestreefd worden om de gezinseffectrapportering daar niet toe te beperken, maar toepasbaar te maken op de uiteenlopende aspecten van het gezinsleven. Ook op die gebieden waar gezinnen op het eerste gezicht slechts onrechtstreeks door het beleid worden geraakt, moeten de effecten worden nagekeken.

De materiële toets van het gezinseffectrapport wordt best uitgevoerd door een instantie die zich zelfstandig en onafhankelijk van de overheid kan opstellen. Wetenschappelijke ondersteuning en betrokkenheid van de gezinsorganisatie zijn vereist.

3. Maatschappelijk draagvlak

In de samenleving bestaat vandaag een steeds ruimer draagvlak voor een wettelijke verplichte GER, zoals op Vlaams niveau reeds geschied is voor de KER (kindeffectrapportage) en EER (emancipatie-effectrapportage).

En effet, on mesure de mieux en mieux combien il est important d'évaluer préventivement l'incidence sur des groupes spécifiques de la population des mesures que les responsables politiques envisagent de prendre. Pareille évaluation est en soi un instrument d'administration moderne et de qualité.

Cette exigence est vivement soutenue par la Ligue des familles, comme l'indique explicitement son programme de priorités projet politique anno 2003.

Une enquête de Caritas sur la nouvelle pauvreté en Europe a également mis en lumière une série d'inégalités qui touchent particulièrement les familles. Seule une évaluation de l'incidence sur les familles des mesures envisagées permettra d'éviter que l'on prenne des mesures discriminatoires pour les familles.

Du reste, le contrôle parlementaire nous apprend qu'une procédure obligatoire est nécessaire, parce que le gouvernement n'est pas conscient de l'incidence sur les familles de la politique qu'il prône.

Cela ressort clairement d'une interpellation de la députée CD&V Liesbeth Van der Auwera à l'ancienne secrétaire d'État fédérale aux familles, Mme Simonis (question n° P112 du 4 décembre 2002 CRIV 51 PLEN 025, pp. 90-91).

Quand la parlementaire a demandé au gouvernement dans quelle mesure la pression financière sur les familles avait augmenté dans notre pays (non-adaptation du précompte mobilier, augmentation du prix de l'eau, de l'électricité et des assurances, ...), le gouvernement est resté muet.

Ne devrait-on pas pouvoir attendre au minimum d'un(e) secrétaire d'État aux familles qu'il/elle examine quelle est l'incidence de certaines mesures sur les familles et qu'il/elle veille à ce que la pression qui est infligée aux familles soit réduite comme promis ?

L'absence manifeste d'une politique proactive dans ce domaine rend dès lors nécessaire l'instauration d'une obligation légale d'évaluer l'incidence des mesures prévues sur les familles.

Conformément aux dispositions à inscrire dans leurs règlements respectifs, le président de la Chambre ou celui du Sénat décidera qu'il y a lieu de réaliser une évaluation de l'incidence des mesures sur les familles si, au cours de la discussion d'un projet ou d'une proposition de loi, un tiers au moins des membres de l'assemblée concernée le demande.

*
* *

Meer en meer wordt immers het belang ingezien om preventief de impact te meten van voorgenomen beleidsmaatregelen op specifieke bevolkingsdoelgroepen. Op zich is dit een instrument voor een eigentijds en goed bestuur.

Deze eis wordt krachtig gesteund vanuit de Gezinsbond, zoals uitdrukkelijk vermeld in hun prioriteitenprogramma beleidsproject anno 2003.

Een onderzoek vanuit Caritas naar de nieuwe armoede in Europa, bracht ook een aantal ongelijkheden aan het licht die in het bijzonder gezinnen treffen. Slechts vanuit gerichte gezinsrapportages zouden dergelijke gezinsdiscriminerende maatregelen preventief vermeden kunnen worden.

De parlementaire controle leert ons trouwens dat dergelijke verplichte procedure noodzakelijk is omdat de regering zich niet bewust is van de gezinsimpact van het beleid dat ze voorstaat.

Zulks blijkt expliciet uit een interpellatie van CD&V-volksvertegenwoordigster Liesbeth Van der Auwera aan de toenmalige federale staatssecretaris voor het Gezin, mevrouw Simonis (vraag nr. P112 van 4 december 2002 CRIV 51 PLEN 025, blz. 90-91).

Wanneer het parlementslid de regering vroeg naar de juiste omvang van de gestegen financiële druk voor de gezinnen in ons land (niet-aangepaste bedrijfsvoorheffing, gestegen prijs voor water, elektriciteit, verzekeringen, ...) moest de regering het antwoord schuldig blijven.

Is het niet een minimumvereiste van de staatssecretaris voor het Gezin te mogen verwachten dat hij/zij de effecten van bepaalde maatregelen voor de gezinnen onderzoekt en waakt over de beloofde verlaging van de druk op de gezinnen ?

Het manifest ontbreken van een proactief beleid op dit vlak noodzaakt dan ook het invoeren van een wettelijk verplichte gezinseffectrapportage.

Overeenkomstig de bepalingen op te nemen in hun respectief reglement, besluiten de voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat tot het opmaken van een gezinseffectrapport, wanneer bij de bespreking van een wetsontwerp of -voorstel, ten minste een derde van de leden van de betrokken vergadering dit vraagt.

Sabine de BETHUNE.
Dirk CLAES.
Cindy FRANSSEN.

*
* *

PROPOSITION DE LOIArticle 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Tout projet de loi déposé dans une des Chambres législatives fait l'objet d'un rapport d'incidence sur les familles, si la décision projetée touche directement aux intérêts de celles-ci.

Pour l'établissement d'un rapport d'incidence sur les familles, le gouvernement peut faire appel à son administration ou conclure une convention avec un ou plusieurs centres spécialisés dans la rédaction d'un tel rapport.

Le rapport d'incidence sur les familles doit contenir au moins :

1° une mesure de l'incidence sur les familles d'une décision projetée;

2° des solutions de rechange à la décision proposée et, en particulier, une description des mesures projetées en vue de prévenir et de limiter les effets préjudiciables importants de cette décision;

3° un exposé des difficultés rencontrées dans la collecte des informations nécessaires.

20 juillet 2010.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Elk bij een Wetgevende Kamer ingediend wetsontwerp wordt aan de hand van een gezinseffectrapport getoetst op zijn impact op gezinnen, wanneer de voorgenomen beslissing kennelijk het belang van het gezin rechtstreeks raakt.

Voor het opstellen van een gezinseffectrapport kan de regering een beroep doen op haar administratie of een overeenkomst sluiten met één of meer in gezinseffectrapportage gespecialiseerde centra.

Het gezinseffectrapport moet ten minste de volgende informatie bevatten :

1° het effect van een voorgenomen beslissing op het gezin;

2° alternatieven voor de voorgestelde beslissing, inzonderheid een beschrijving van de beoogde maatregelen om belangrijke nadelige gevolgen van de beslissing te vermijden, te beperken en zo mogelijk te verhelpen;

3° een opgave van de opgelopen moeilijkheden bij het verzamelen van de vereiste informatie.

20 juli 2010.

Sabine de BETHUNE.
Dirk CLAES.
Cindy FRANSSEN.